

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/27/un-nauffrage-fait-au-moins-59-morts-au-large-de-l-italie_6163413_3210.html

Au moins 59 migrants meurent en Italie après le naufrage de leur embarcation

Ce nouveau drame, survenu dimanche au large des côtes de la Calabre, a relancé le débat sur une réforme du droit d'asile dans l'Union européenne.

Par [Olivier Bonnel](#)(Rome, correspondance) et [Virginie Malingre](#)(Bruxelles, bureau européen)

Publié aujourd'hui à 02h36, mis à jour à 09h34

Article réservé aux abonnés



Une équipe de sauvetage italienne recouvre le corps d'une victime, sur la plage de Steccato di Cutro (Italie), après le naufrage d'un bateau de migrants, le 26 février 2023. GIUSEPPE PIPITA / AP

L'été, la plage de Steccato di Cutro offre ses eaux cristallines et son sable fin aux estivants, avides de kitesurf. Dimanche 26 février à l'aube, cette plage, située dans le sud de la Calabre, en Italie, s'est muée en théâtre de l'horreur. [Au moins 59 personnes sont mortes noyées après que leur embarcation, un bateau de pêche en bois, a heurté un banc de sable et s'est brisée en deux](#) sous la puissance des vagues. Parmi les victimes figurent au moins quatorze enfants, dont un nouveau-né.

Selon la préfecture de Crotone, entre 150 et 180 personnes d'origine pakistanaise, afghane et turque avaient pris place à bord de l'embarcation. Les migrants étaient partis quatre jours plus tôt depuis le port d'Izmir, en Turquie. D'après un rapport de la police douanière italienne, l'embarcation avait été repérée par un avion de Frontex, l'agence chargée de contrôler les

frontières externes de l'Union européenne (UE). Deux navires de sauvetage italiens avaient alors été dépêchés. Le mauvais temps les a contraints à rebrousser chemin.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Chypre, un cul-de-sac pour les migrants en quête d'asile en Europe](#)

Ce nouveau naufrage a provoqué une forte émotion en Italie. La présidente du conseil, Giorgia Meloni, a évoqué sa « *profonde douleur* » dans un communiqué, tandis que le président de la République, Sergio Mattarella, a déploré « *une énième tragédie en Méditerranée qui ne peut laisser personne indifférent* ».

L'Europe appelée à ses responsabilités

Le ministre de l'intérieur, Matteo Piantedosi (Ligue, extrême droite), s'est rendu à Crotone et, dans une conférence de presse, il s'est borné à expliquer que ce nouveau naufrage ne faisait que confirmer le bien-fondé de sa politique, à commencer par sa volonté d'arrêter les départs. « *Le sujet, ce sont les départs, a-t-il insisté. Comme si le problème pouvait se résoudre en encourageant toutes ces personnes à venir, y compris dans des conditions dramatiques comme nous venons de le voir.* »

Face à cette ligne dure assumée, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a plaidé pour que soient renforcées les capacités de sauvetage. « *Cela est plus que jamais nécessaire dans un contexte historique caractérisé par des personnes poussées à fuir les conflits et les persécutions* », a expliqué sa représentante pour l'Italie, Chiara Cardoletti.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Migrants : en Italie, la « guerre » du gouvernement contre les ONG](#)

L'onde de choc a rapidement dépassé les frontières italiennes, les responsables politiques se tournant quasi unanimement vers l'Europe en l'appelant à ses responsabilités. « *Il est temps que l'Europe soit vraiment présente, solidaire et rassemblée pour gérer et contrôler les flux migratoires* », a commenté, sur Twitter, l'ancien président du conseil et patron du Mouvement 5 étoiles (populiste), Giuseppe Conte. Le chef de Sinistra Italiana (gauche), Nicola Fratoianni, a, lui, appelé à la mise en place d'une mission de recherche et de secours au niveau européen. Du côté de l'Eglise catholique, très impliquée dans l'accueil des migrants, le cardinal Matteo Maria Zuppi, le président de la Conférence épiscopale italienne, a souhaité « *que l'Europe soit à la hauteur de ses traditions de défense de la personne et d'accueil* ».

Le drame a vite retenti à Bruxelles. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a une nouvelle fois enjoint aux Vingt-Sept d'avancer sur la réforme du droit d'asile. Après avoir qualifié [dans un tweet](#) de « *tragédie* » la mort de ces migrants et s'être dite « *profondément attristée* », elle a appelé à « *redoubler d'efforts concernant le “pacte sur la migration et l'asile”, et le “plan d'action pour la Méditerranée centrale”* ».

L'épineuse question de la réforme du règlement de Dublin

Huit ans après la crise des réfugiés de 2015, et alors que les arrivées de migrants repartent à la hausse sur le Vieux Continent, l'UE n'est toujours pas parvenue à réformer son droit d'asile. Certes, en septembre 2020, [la Commission européenne a présenté une proposition pour un « pacte sur la migration et l'asile »](#), proposant des réglementations sur la gestion des frontières

extérieures, la mise en place d'une politique de retours accélérés, ou encore la conclusion de nouveaux partenariats avec les pays d'origine.

Depuis, certains volets de ce pacte ont avancé, notamment l'élargissement du champ d'Eurodac, la base de données européenne contenant les empreintes digitales des migrants en situation irrégulière et des demandeurs d'asile, et la mise en place d'un nouveau filtrage obligatoire préalable à l'entrée d'un migrant au sein de l'UE. Mais il semble peu probable que l'ensemble du dispositif soit adopté avant les élections européennes de 2024, malgré les engagements répétés des Vingt-Sept et de l'Assemblée de Strasbourg à tenir cette échéance.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Calais, la frontière bunker avec l'Angleterre repousse les migrants vers la mer](#)

La question la plus épineuse, la réforme du règlement de Dublin – selon lequel une personne doit demander l'asile dans le pays par lequel elle est entrée dans l'UE – et la répartition des demandeurs d'asile entre pays de l'UE, reste bloquée, même si les pays d'Europe centrale et orientale, au premier rang desquels la Pologne, qui a accueilli des millions de réfugiés ukrainiens, ont légèrement infléchi leur position.

Le 10 juin 2022, les Vingt-Sept ont toutefois adopté un « *mécanisme volontaire de solidarité* », qui doit soulager les pays de première entrée avec une relocalisation des demandeurs d'asile. Les pays réticents à l'accueil fourniront une contribution financière. C'est une première étape, mais elle est cruciale. Cependant, comme le faisait remarquer une source après le sommet européen du 9 février, en partie consacré aux migrations, « *le centre de gravité de l'UE est plus à droite qu'il ne l'était il y a trois ans sur ces sujets* ».

Olivier Bonnel (Rome, correspondance) et Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)